

Le Monde

Rédaction, Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IX. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY,

LE NUMÉRO: 0,40 F

Algérie (messagerie avion): 0,45 D.A. Maroc, 0,50 dir.; Tunisie, 50 m.; Italie, 100 l. Belgique, Luxembourg, 4 fr.; Autriche, 3,50 sch. Espagne, 6 pesetas; Allemagne, 0,50 DM; Grande-Bretagne, 1 sh.; Pays-Bas, 0,40 fl. Portugal, 4 escudos; Suisse, 0,40 franc.

Tarif des abonnements page 8
COMPTES CHEQUE POSTAL
PARIS N° 4207-23

Adresse télégraphique: JOURMONDE-PARIS
TÉL.: PRO. (770) 91-29

- LIRE PAGE**
- 4. — Libres propos électoraux, P. Daninos, A. Frossard.
 - 6. — La campagne au village, R. Denuzière.
 - 7. — La fin du débat au Bundestag, R. Delcourt. — M. Stewart à Moscou, H. Pierre.
 - 10. — L'affaire rhodésienne, A. Jacob.
 - 11. — Au concile, H. Fesquet.
 - 12-13. — Le courrier littéraire, Y. Florenne, Th. de Saint-Phalle, A. Bosquet.
 - 14. — Des spéculateurs vont-ils défigurer Rome?, J. Nobécourt.
 - 16-17. — Les spectacles, J. de Baroncelli, J. Lonchamp, H. Janières.
 - 22. — Libres opinions: « Le problème corse », R. Squerioni.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'agitation universitaire en Espagne

Les augures estimaient que la rentrée universitaire d'octobre serait particulièrement agitée en Espagne. Ils pensaient en effet que les mesures d'exclusion temporaire ou de radiation à vie prises par le gouvernement espagnol au mois d'août contre cinq professeurs d'université pouvaient difficilement être acceptées sans murmures par leurs étudiants.

Les professeurs Tierno Galvan, Garcia Calvo, Jose Luis Aranguren, Montero Diaz et Aguilar Navarro, dont le renom a dépassé depuis longtemps les frontières de l'Espagne, avaient participé aux « assemblées libres » de étudiants lors de l'agitation universitaire de février dernier, et trois d'entre eux avaient à Madrid pris la tête d'un cortège dispersé par la police.

De l'avis même des étudiants, le rôle des professeurs avait été « modérateur » et non « dirigeant ». Mais le mouvement de revendications des étudiants s'était ensuite étendu à toute l'Espagne, prenant une ampleur particulière à Barcelone et à Valence. Cédant pour la première fois, le gouvernement espagnol décrétait une modification des statuts du S.E.U., le syndicat officiel et obligatoire, modification censée d'ailleurs comme insuffisante par les assemblées d'étudiants, mais il attendait le mois d'août et les vacances universitaires pour frapper les professeurs coupables à ses yeux d'avoir encouragé une révolte.

Les témoignages de solidarité et de sympathie de leurs collègues et de leurs élèves n'ont pas manqué aux professeurs exclus de l'Université, mais, contrairement aux prévisions, la rentrée a été calme. Les autorités pouvaient estimer que les nouvelles et sévères mesures permettant notamment aux recteurs d'exclure sans appel des étudiants considérés comme trop « bruyants » seraient suffisantes pour tempérer l'ardeur des jeunes Espagnols. En octobre, les délégués universitaires librement élus en février par leurs condisciples admettaient eux-mêmes qu'une agitation sérieuse était peu probable avant le mois de mars.

Les élections prévues par les nouvelles dispositions syndicales viennent pourtant de relancer cette querelle entre les autorités universitaires et les étudiants. Quarante-huit pour cent des étudiants des universités de Madrid, de Barcelone, de Salamanque et de Bilbao, c'est-à-dire l'immense majorité, ont boycotté les élections officielles pour la désignation de leurs délégués. Dans certains cas, ces derniers ont dû être nommés d'office par les recteurs. Des « assemblées libres », analogues à celles de février, se sont tenues dans de nombreuses facultés, et les étudiants de Barcelone s'appretent à décréter une grève illimitée.

Pour couper court à une nouvelle et possible épreuve de force risquant de faire tache d'huile dans toute la Péninsule, le recteur de l'université de Barcelone, réputé pour son énergie, a mis les étudiants catalans en vacances forcées. On peut cependant s'interroger sur l'habitabilité d'une telle mesure. Il ne suffit pas de fermer les portes des laboratoires et des amphithéâtres pour supprimer les aspirations à un peu plus de liberté de la majorité des futurs cadres d'une Espagne nouvelle de plus en plus avide de participer au grand mouvement d'idées du monde moderne.

Le gouvernement espagnol fera sans doute valoir que ces mêmes étudiants viennent de manifester leur nationalisme en protestant contre les manifestations antifranquistes de Milan. Mais il est difficile de prétendre que le sentiment national, si naturellement vif en Espagne, est incompatible avec l'octroi de libertés authentiques.

De fait, les étudiants ne sont pas seuls à interpeller les autorités dans ce domaine. Vingt-deux personnalités, dirigeants de mouvements d'action catholique, et sept ecclésiastiques, tous de Barcelone, viennent d'adresser un message aux pères conciliaires pour dénoncer ce « manque absolu de respect pour les droits et les libertés des personnes humaines dans la vie publique et politique » et pour réclamer le droit aux « institutions représentatives ».

AVANT LA CLOTURE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

LE GÉNÉRAL DE GAULLE ET SES CINQ ADVERSAIRES s'adressent une dernière fois aux électeurs

Avant la clôture, vendredi à minuit, de la campagne légale, les six candidats à la présidence de la République devaient adresser, chacun en huit minutes, leur dernier appel aux électeurs au cours d'une émission diffusée à partir de 20 heures par la radio et la télévision, les candidats s'exprimant dans l'ordre suivant: MM. Tixier-Vignancour, Mitterrand, Barbu, Marcilhacy, le général de Gaulle et M. Lecanuet.

Dans la soirée, les adversaires du chef de l'Etat tiennent d'ultimes réunions: M. Mit-

terrand sera à Grenoble, M. Lecanuet à Rouen, M. Tixier-Vignancour à Mont-de-Marsan et M. Marcilhacy à Jarnac. Quant au général de Gaulle, il gagnera samedi Colomby pour y voter et attendre ensuite chez lui les résultats du scrutin.

Dimanche les bureaux de vote seront ouverts de 8 à 19 heures dans la plupart des localités, mais ils resteront ouverts jusqu'à 20 heures dans la plupart des villes, à Paris et en banlieue en particulier. Les résultats

seront connus comme d'habitude dans le courant de la nuit.

Pour tenter d'arracher encore quelques suffrages, de forcer d'ultimes hésitations, de débusquer les abstentionnistes, chaque camp fait état de nouveaux ralliements. A cet égard, on notera l'intérêt de la déclaration de M. Jean-Paul Sartre, ainsi que de nombreuses prises de position en sens divers que nous publions d'autre part. (Voir pages 2, 3, 4, 5, 6.)

À l'issue du conseil des ministres tenu à l'Élysée le 17 novembre, veille de l'ouverture officielle de la campagne, M. Alain Peyrefitte déclarait ceci: « M. Pompidou a adressé, il y a une quinzaine de jours, une circulaire à ses ministres leur rappelant que, conformément à la tradition républicaine, il était souhaitable qu'ils ne procédaient pas à des déplacements ou à des inaugurations officielles pendant la durée de la campagne légale, sauf nécessité. » Le ministre de l'Information devait répéter cette déclaration le soir même à la télévision.

Force est de constater que la nécessité a paru assez pressante pour faire oublier la tradition républicaine qui avait été si opportunément rappelée. Jamais les membres du gouvernement n'ont autant voyagé, inauguré, prononcé de discours, écrit d'articles que depuis huit jours. Même des hommes qui n'étaient jamais montés sur une estrade électorale, comme MM. Joxe, Couve de Murville, Messmer, ont dû prendre leur part de cet extraordinaire concert, abondamment relayé par tous les porte-voix de la propagande officielle. Certains se sont exprimés avec modération. D'autres n'ont pas hésité à accabler d'imputations virulentes et de sarcasmes les candidats de l'opposition, à exalter le génie du chef de l'Etat en des termes qui étonnent et même choquent parfois. Quant à certains députés ou dirigeants de l'U.N.R., ils se sont littéralement déchainés.

Le « jour franc »

En principe, la campagne est close vendredi soir. Ce « jour franc » laissé samedi à l'électeur pour réfléchir et arrêter son choix est souvent, dans les batailles électorales, émaillé d'incidents: des adversaires croisent une dernière fois le fer, malgré la loi, s'efforçant de porter leur coup assez tôt pour atteindre encore les indécis, mais trop tard pour permettre à la victime de répliquer. On recouvre fébrilement les affiches des concurrents de bandeaux accusateurs, on cherche quelque révélation inattendue et spectaculaire de nature à frapper l'imagination. Mais ce sont là des astuces subalternes, bonnes pour des élections de chef-lieu de canton. On ne comprendrait pas qu'elles soient utilisées dans une occasion aussi grave, à l'échelle nationale.

Déjà les six candidats sont assurés de trouver audience dans la presse et sur les ondes pendant la journée de réflexion grâce à la reproduction, à la diffusion et au commentaire de leurs ultimes appels radiotélévisés de vendredi soir. Déjà les réunions de clôture se prolongent jusqu'à l'approche de minuit, heure de clôture officielle de la campagne légale. Toute nouvelle intervention du gouvernement à la radio et à la télévision en faveur du général de Gaulle, sous couleur d'informer, manquera gravement à la loyauté du jeu.

Un souffle d'air

Il existe, après tout, une respectable commission nationale de contrôle de la campagne, formée de hauts magistrats, il convient de lui rendre justice: elle n'est absolument pas intervenue dans les émissions officielles, tout s'est passé comme si elle n'existait pas. Elle n'a pas demandé aux candidats de supprimer un seul mot, une seule image. En revanche, elle n'est pas davantage intervenue, comme elle en avait mission, auprès de l'O.R.T.F. elle-même, qui a pu donner la parole à de nombreux ministres et truffer plus d'une fois ses programmes d'effets plus ou moins discrets de propagande. Elle serait bien avisée, si elle veut échapper à la critique, d'être particulièrement attentive samedi et même dimanche et de ne

pas hésiter à rompre un silence complaisant.

Une campagne brève, mais rude et passionnée, a fait passer malgré tous les obstacles un souffle d'air salubre dans une vie publique vouée depuis sept ans au conformisme le plus étroit. Quoi qu'il advienne, il en restera quelque chose: l'opinion réveillée ne pourra plus supporter aussi aisément de demeurer confinée dans l'apparence d'une vie politique et se contenter de l'illusion d'un débat. À côté d'autres conséquences, pour les candidats, pour les partis, pour le régime, qui dépendront essentiellement des résultats du scrutin, ce changement-là ne peut pas, ne doit pas être remis en cause.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

M. Jean-Paul Sartre se rallie à M. Mitterrand

Nul ne peut plus ignorer que, bien au-delà du scrutin de dimanche, la candidature de M. François Mitterrand pose le double problème de l'unité de la gauche, et de ce qu'il est convenu et permis d'appeler la « dynamique » de cette unité.

Les adhésions successives dont le député de la Nièvre a bénéficié, au fur et à mesure que se développait son entreprise, n'ont pas été suffisantes, jusqu'ici, pour convaincre une certaine fraction du corps électoral sur les suffra-

ges de laquelle il était, a priori, en droit de compter.

Il s'agit, notamment dans les milieux intellectuels, de ceux qui n'ont jamais cessé, au cours des dernières années, de déplorer la division de la gauche, mais ne pensent pas que l'initiative du principal adversaire du général de Gaulle soit de nature à y mettre fin, ni à satisfaire la totalité de leurs exigences.

RAYMOND BARRILLON

(Lire la suite page 2, 1^{re} col.)

LE NOUVEAU PARI

II. — ESPOIR QUAND MÊME...

Par SIRIUS

DES lors que le régime d'assemblée avait administré la preuve définitive de sa nocivité ou de son impuissance, force était bien d'en venir à l'une ou l'autre des réformes de l'Etat souvent esquissées depuis une trentaine d'années. La Constitution adoptée par près de dix-huit millions de Français le 28 septembre 1958 devait répondre à cette nécessité. Inspirée des principes posés par le général de Gaulle, notamment dans le fameux discours de Bayeux, et mise en forme avec le concours d'hommes politiques et de juristes avertis, elle avait les défauts d'un compromis mais ne substituait pas forcément à un excès enfin reconnu l'excès inverse. Sans doute les textes qui définissaient les nouveaux pouvoirs du chef de l'Etat prétaient-ils à une interprétation extensive. Responsable devant l'Assemblée nationale qui pouvait le renverser et en fait sinon en droit devant le président qui l'avait choisi, le premier ministre se trouvait placé dans un incommode porte-à-faux. L'article 16, dont des circonstances critiques devaient seules justifier l'application, n'allait pas sans offrir quelque chance à l'arbitraire. L'action du Conseil constitutionnel, la procédure de référendum, dépendaient trop étroitement elles aussi des initiatives présidentielles.

Nulle part cependant il n'était fait mention d'un « domaine réservé », apanage exclusif du chef de l'Etat. Encore moins était-il « évidemment entendu » — fût-ce « quand il s'agit d'un sujet dont l'importance engage tout » — « que l'autorité de l'Etat est confiée tout entière au président par le peuple qui l'a élu, qu'il n'en existe aucune autre, ni ministérielle, ni civile, ni militaire, ni judiciaire, qui ne soit confiée et maintenue par lui » (1). La Constitution avait d'ailleurs prévu à l'origine un suffrage à deux degrés, relais nécessaire pour parer à de trop brusques engouements du suffrage universel et au glissement vers des élections de caractère plébiscitaire.

Tant par les modifications apportées aux textes que par l'usage ou l'abus qu'il en a fait, le chef de l'Etat a peu à peu attiré à lui tous les pouvoirs. Le premier ministre n'a plus été qu'une sorte de chef

d'état-major civil, informé en même temps que la population, ou très peu avant elle, des décisions les plus graves. Les ministres se trouvaient plus ou moins réduits au rôle de secrétaires généraux, cependant qu'un véritable gouvernement parallèle prenait corps à l'Élysée. L'Assemblée nationale n'est peut-être pas autant qu'on l'a dit une simple instance d'enregistrement, mais la majorité, loin d'être le soubassement du pouvoir, se trouve au contraire comme suspendue à une « clef de voûte » qui l'entraînerait dans sa chute.

Il fallait une personnalité exceptionnelle pour réaliser et maintenir cette architecture paradoxale. Elle a dû cependant s'appuyer largement sur la police et la propagande, contreforts habituels des régimes d'autorité. On s'inquiète à bon droit du pululement d'agents secrets, d'hommes de main, de « barbouzes » dont l'activité souterraine apparaît brusquement çà et là à la surface, et l'espèce de panique qui a saisi les hommes du régime dès que leur gestion a pu être discutée avec le concours de la radio et de la télévision officielles montre à quel point l'opinion se trouvait mise en condition malgré les libertés reconnues ou concédées à la presse.

Toute-puissance du chef proclamé « guide » de la nation, confusion organisée du référendum et du plébiscite, prolifération des polices, abus de l'action secrète et de la propagande, les éléments d'un régime plus ou moins dictatorial sont ainsi réunis. Par bonheur, des excès qui ont pris leur source dans le caractère même du chef de l'Etat peuvent aussi trouver en lui leurs limites. Il est, par exemple, illogique et injuste de reprocher au général de Gaulle de « quêter » les suffrages quand il accepte, fût-ce de mauvais gré, de prendre rang à son tour parmi les candidats.

Provisoirement circonscrit, le danger n'est nullement écarté. Il y a au contraire lieu de craindre qu'il ne se trouve accru au cours ou à l'issue d'un nouveau septennat quand s'ouvrira la succession. < Ne

(1) Conférence de presse, 30 janvier 1964.
(2) De Gaulle, p. 330 (Grasset).

verrons-nous pas, se demandait François Mauriac lui-même, s'entre-dévoiler les généraux d'Alexandre? » (2).

En politique extérieure comme en politique intérieure les mêmes causes produisent des effets analogues. Comment ne pas qualifier de nationaliste le refus de toute organisation politique, économique, militaire tendant à l'intégration, la poursuite obstinée d'une souveraineté chaque jour un peu plus illusoire? « Un pays comme la France, s'il lui arrive de faire la guerre, il faut que ce soit sa guerre. » Ce propos tenu en novembre 1959 devant les officiers de nos trois écoles de guerre illustre assez bien une prétention devenue insoutenable. La dernière guerre n'a pas été longtemps « notre » guerre; on voit mal comment, même nantis de la bombe atomique, nous pourrions à l'avenir mener à notre guise l'éventuel conflit qu'il s'agit avant tout d'empêcher.

C'est mû par ces idées-forces que le chef de l'Etat a multiplié les initiatives souvent tapageuses, parfois contradictoires et généralement sans lendemain. On s'insurge contre le partage du monde à deux réalisés à Yalta, mais c'est pour exiger, évidemment sans succès, un condominium à trois. Les Nations unies sont traitées en quantité négligeable et l'Europe naissante à coups de cravache.

(Lire la suite page 3, 2^e col.)

LA GUERRE AU VIETNAM

Washington se déclare prêt à participer à une « nouvelle conférence de Genève »

L'affaire vietnamienne a, au cours des dernières vingt-quatre heures, provoqué plusieurs déclarations.

M. Stewart ayant préconisé une fois de plus à Moscou la réunion d'une nouvelle conférence de Genève, le président Johnson et M. Dean Rusk ont retiré leurs offres de négociations. « Nous avons indiqué depuis un certain temps que nous consentirions à assister à une conférence sur l'Asie du Sud-Est ou sur n'importe quelle partie de cette région », a déclaré M. Dean Rusk. M. Johnson a, de son côté, affirmé: « Je répète que notre pays est prêt à négocier sans préalable n'importe où, avec la paix comme ordre du jour. »

Quant à M. William Bundy, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires d'Extrême-Orient, il pense que si des élections libres au Vietnam du Sud accordaient la victoire aux communistes il faudrait s'incliner devant le choix des urnes. M. Bundy a, il est vrai, ajouté ne pas croire possible l'organisation d'une consultation. Parlant de la France, il a précisé que certains signes avaient récemment révélé des changements « dans sa position entièrement défaitiste » et que les journaux parisiens lus à Hanoï pourraient maintenant donner à penser aux dirigeants nord-vietnamiens que les Américains ne se laisseront pas chasser du Vietnam comme les Français.

Ces prises de position ne font en rien, en le voit, avancer la situation. Moscou, de son côté, n'a pu que répéter à M. Stewart les termes du communiqué soviéto-nord-vietnamien du 17 avril, qui portait approbation de la ligne définie par Hanoï.

Il faut enfin noter la déclaration faite jeudi soir par M. Luns. Le ministre hollandais des Affaires étrangères pense qu'il vaudrait au moins la peine d'arrêter les bombardements du Vietnam du Nord afin de tenter de sortir du tunnel, rien n'indique, bien au contraire, qu'une telle mesure soit à l'étude à Washington.

(Voir nos autres informations page 9.)

AU JOUR LE JOUR

BIOCYBERNÉTIQUE

On annonce que des chercheurs sont parvenus à faire acquérir certaines connaissances à des rats au moyen d'injections hypodermiques d'acide ribonucléique. Il était fatal que cela se produise. L'inscription directe de notions et de programmes intellectuels dans nos chaînes de molécules est une conséquence logique des plus récentes découvertes de la biologie.

Voilà qui va singulièrement faciliter le travail des professeurs et, du même coup, rendre caduc le plan de réforme de l'enseignement et d'expansion universitaire. Une bonne chaîne de laboratoires suffira à nous procurer sur demande tous les ingénieurs, tous les médecins et tous les poètes dont une grande civilisation moderne a besoin.

Vive donc l'institut Pasteur de l'esprit! Le sérum contre l'ignorance étant ainsi mis à la portée de tous, il ne restera plus qu'à découvrir le vaccin contre la sottise.

ROBERT ESCARPT.

PARIS POURRA-T-ON VIVRE A PARIS EN 1975?

A JEAN MAZE

L'HEURE DU CHOIX

FLAMMARION

A LA VEILLE DU SCRUTIN

LA CAMPAGNE DE M. TIXIER-VIGNANCOUR

A la Mutualité : je suis convaincu que je serai second

M. Tixier-Vignancour a tenu jeudi au Palais de la mutualité le dernier grand meeting de la campagne électorale. Une foule particulièrement nombreuse, dont une bonne part avait dû demeurer à l'extérieur, lui a fait un accueil enthousiaste.

Le candidat commença par attaquer violemment la presse, disant notamment : « Nous voici sortis du tombeau où nous avions assignés les journalistes du Monde. La presse française ne laisse qu'une alternative à deux branches : de Gaulle et une situation qui est le retour en arrière. Elle ne veut pas admettre ma troisième solution. »

M. Tixier-Vignancour lance alors : « De Gaulle va s'effondrer. Il va s'effondrer dimanche et nous allons le battre. » Puis, sans transition : « Je suis convaincu que je serai second. »

Mais, sans souci apparent de se contredire, l'orateur avait aussi déclaré : « Le plus beau jour de ma vie pourrait être le 6 décembre. Le voici. De Gaulle sonne

Pompidou : « Alors, Pompidou, dira de Gaulle, avec son mépris de fer, qui est second ? », et Pompidou répond : « Vous, mon général. »

M. Tixier-Vignancour a ensuite détaillé pendant près de deux heures, fréquemment interrompu par les applaudissements, les grandes lignes de son programme. Il déclare notamment : « Il faut vraiment que mon programme soit bon pour qu'il soit ainsi repris par MM. Mitterrand, Marcilhacy et Lecanuet. La seule différence existant entre eux et moi est que je suis le seul à apporter les moyens pour réaliser ce programme. »

« Cela me fait plaisir de voir les communistes soutenir Mitterrand, car son programme c'est le mien. »

« Je ne suis pas un candidat d'opposition : je ne me présente pas contre de Gaulle, mais à sa place. En votant pour Lecanuet vous ne votez pas pour de Gaulle, mais pour Pompidou, Giscard d'Estaing et Fouchet. »

M. Pierre Marcilhacy s'adresse aux commerçants et aux femmes

M. Marcilhacy estime que les détails constituent « une classe sociale absolument indispensable au fonctionnement de l'économie libérale. Aussi, ajouta-t-il, il faut que, dans le respect des lois générales le petit commerce ne fasse pas l'objet de brimades particulières. »

Enfin M. Marcilhacy assure les commerçants de son « opposition farouche à toute taxation qui engendre le marché noir et fait monter les prix. J'essaierai, ajoute-t-il, si j'en ai les moyens, de les affranchir des servitudes de la T.V.A. Je lutterai contre les grands complexes qui perturbent le jeu de l'économie libérale. »

A la télévision jeudi soir, le sénateur de la Charente souhaite une plus grande justice fiscale pour les femmes seules. Le

planning familial lui paraît relever de la conscience des époux, mais des modifications peuvent être apportées à la loi de 1920, « dans la mesure où l'avortement ne serait pas toléré. »

Après avoir évoqué les problèmes posés par la pollution de l'air et de l'eau, le candidat a déclaré, à l'intention du président de la République :

« Je regrette que vous n'avez pas répondu aux trois questions que je vous avais, respectueusement, mais fermement posées. J'ai cheminé solitaire dans cette campagne électorale, contrairement à vous, mon général, qui êtes l'homme de l'U.N.R. et quelquefois peut-être son prisonnier. Je ne suis soutenu par aucun parti politique. »

M. Barbu : votez pour moi au premier tour pour mettre de Gaulle en ballottage

« Aucune des mesures humaines et efficaces que je préconise n'a de chance de passer pendant le règne du général de Gaulle », a affirmé M. Marcel Barbu, dans deux interventions aux textes identiques, vendredi à la radio à 12 h. 30 et à la télévision à 13 heures. Après avoir longuement évoqué ses tentatives infructueuses pour rencontrer le général de Gaulle, M. Barbu considère que « le chef de l'Etat répondra aux Français ce qu'il a répondu à Marcel Barbu : que son emploi du temps ne lui laisse pas le temps de s'occuper d'eux. C'est pourtant avec le général de Gaulle — que les sondages

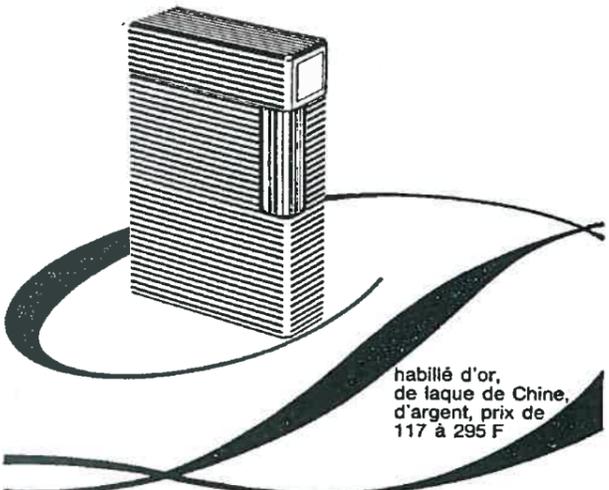
donnent élu au moins au second tour — qu'il faut envisager l'avenir, connaît le candidat. Il faut donc l'obliger à s'occuper des Français. Ce sont ses électeurs qui peuvent le faire le mieux en votant, en guise d'avertissement, au premier tour pour Barbu et rendre ainsi un second tour inévitable. »

Sondage à l'Ecole centrale

M. MITERRAND OBTIENT 32 % DES SUFFRAGES ET M. LECANUET 31 %

Les élèves de l'Ecole centrale nous communiquent les résultats d'un sondage effectué parmi eux à propos des élections. Il y a eu 536 réponses. Ont obtenu :

M. Mitterrand, 192 voix, 32 % ; Lecanuet, 164 voix, 31 % ; de Gaulle, 153 voix, 26 % ; Tixier-Vignancour, 48 voix, 8 % ; Marcilhacy, 10 voix, 2 % ; Barbu, 9 voix, 2 %.



habillé d'or, de laque de Chine, d'argent, prix de 117 à 295 F

S.T. Dupont
BRIQUETS D'ORFÈVRE - PARIS

Collection « or contrôlé 18 carats »
2050 F et 2300 F

M. CHRISTIAN FOUCHET : voter pour MM. Mitterrand et Lecanuet c'est voter pour le néant

Parlant jeudi à Lille, M. Christian Fouchet s'en est pris très vivement aux candidats de l'opposition, déclarant notamment : « Que croyez-vous que M. Lecanuet représente pour les milliards d'êtres humains du « tiers monde », Africains, Asiatiques, Indiens d'Amérique du Sud, pour qui le nom de de Gaulle est un symbole d'espoir humain ? Strictement rien. »

« Que croyez-vous que M. Mitterrand représente pour tous les pays de l'Est européen, tous socialistes, et tous gaullistes parce qu'au-delà du régime social ils ont retrouvé le goût et le sens de l'idée de patrie, dont le général de Gaulle est et reste l'incarnation ? Strictement rien. (...) Si le général de Gaulle, avec le régime actuel, avait été au pouvoir en France, en 1936, il n'y aurait pas eu la guerre de 1939-1945. Ceci est sûr. Il n'est un homme de bonne foi qui puisse en douter. Mais que pouvaient faire les partis divisés, qui existaient déjà à l'époque ? »

« En cas de drame, que croyez-vous que fera M. Mitterrand, qui j'ai fait partie hier du gouvernement qui s'agenouilla à Suez ; et qui, en France, est prisonnier des communistes d'un côté et des partisans de l'Europe intégrée de l'autre ? Hélas ! »

« Que croyez-vous que fera M. Lecanuet, qui, à quarante-cinq ans, n'a jamais porté une responsabilité nationale sur ses épaules, et qui vient nous dire aujourd'hui qu'il compte sur l'aide américaine pour faire l'Europe contre l'Amérique ? Hélas ! »

« A M. Mitterrand je dirai : vous parlez des caisses du Trésor public qui sont vides ! Mais le niveau de vie des Français ne cesse de s'élever depuis huit ans ! »

Et croyez-vous que parce que les caisses seront vides les poches seront plus pleines ? Que dire d'un candidat à la présidence de la République qui emploie de tels arguments ? Vous parlez de la relance du Marché commun ? Mais comment vos « amis » communistes vous laisseront-ils la faire ?

« Vous parlez de consacrer à l'éducation nationale 25 % du budget civil. Laissez-moi rire. Nous lui consacrons 22 % alors que vous ne lui en accordiez pas 10 lorsque vous étiez au pouvoir ! »

« A M. Lecanuet, qui se disait démocrate chrétien avant de s'avouer maintenant l'homme du poujadisme, je dirai : « Vous osez parler d'éducation nationale. Mais quel gouvernement, des onze que vous avez servis comme attaché de cabinet dans un ministère, a jamais fait pour les écoles privées le centième, je dis bien le centième, de ce que nous avons fait ? »

Le ministre a conclu : « Croyez-moi, voter pour eux, c'est voter pour le néant ! »

M. DEBRÉ : le danger de l'instabilité persiste

M. Michel Debré, prononçant à Nantes son dernier discours de la campagne électorale, a notamment affirmé devant un auditoire passionné et parfois un peu houleux :

« Quand on évoque les crises gouvernementales et l'instabilité de la IV^e République, certains sourient comme si ces choses n'avaient pas existé ou ne pourraient pas revenir. Or le danger persiste. Certes les candidats de l'opposition, à part quelques réserves sur tel ou tel article de la Constitution, ne contestent plus la Constitution elle-même. Aucun n'a demandé le retour de la IV^e République. Mais, au-delà de la Constitution elle-même et à côté d'elle, il faut que l'on renonce, dans les états-majors des partis comme dans l'opinion, à l'idée qu'une majorité peut naître de coalitions éphémères de partis. »

M. MAURICE SCHUMANN : je suis indigné par les outrages dont on abreuve le général de Gaulle.

M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, nous a fait la déclaration suivante :

« J'ai, en tant qu'homme public, pris une fois pour toutes mes responsabilités dès le premier jour de la campagne électorale. Mais, comme des millions de Français de toutes opinions qui ont la mémoire du cœur, je suis — en dehors et au-dessus de toute considération proprement politique — indigné par les outrages personnels dont une propagande qui semble avoir perdu tout sens de la mesure et de la dignité abreuve le général de Gaulle, grâce aux libertés démocratiques qu'il a deux fois sauvées, d'abord en rendant son rang à la France, ensuite en lui épargnant la guerre civile. J'espérais que, parmi ceux qui furent les témoins les plus directs de cette œuvre gravée dans notre histoire, certains auraient à cœur, même s'ils sont en désaccord avec le général de Gaulle sur tel ou tel problème actuellement litigieux, d'élever une protestation publique contre ces procédés. Leur silence m'oblige à dire que, si les injures ne sauraient atteindre celui qu'elles prennent pour cible, elles incitent de très nombreux Français et Françaises à ressentir comme dans l'opinion, à l'idée qu'une majorité peut naître de coalitions éphémères de partis. »

M. COUVE DE MURVILLE : ce n'est pas sérieux !

Evoquant, à Nancy, la crise du Marché commun, M. Couve de Murville a déclaré : « La négociation qui va s'engager sera difficile et il faudra un gouvernement français disposant de l'autorité nécessaire, sinon je ne donnerais pas cher de la politique agricole. »

Le ministre des affaires étrangères a vivement critiqué les candidats de l'opposition, affirmant notamment :

« Il est trop facile de dire : moi je veux faire l'Europe, car les grands espaces sont la nécessité de notre époque, la condition de la prospérité, de la puissance et de l'indépendance, indépendance où, d'ailleurs, la France perdrait la sienne... Il est très facile aussi de dire qu'il suffit de diminuer les impôts pour être en mesure d'augmenter les dépenses. Et autoroutes, écoles, logements, hôpitaux de se répan- dre à flots sur le peuple français émerveillé. »

« Il est facile de dire qu'il suffit d'augmenter la production plus qu'il n'est prévu par le Plan pour que tous nos problèmes soient réglés du coup. Si cela ne se fait pas tout seul, un peu d'inflation y parviendra, et voilà, n'est-ce pas vrai ? le meilleur moyen de stabiliser les prix. »

« Il est très facile aussi de dire qu'il suffit de supprimer la force atomique, non seulement pour tout financer par ailleurs, mais aussi pour avoir une défense nationale plus moderne, et qu'ainsi on mettra sur pied quantités de divisions conventionnelles, sans bourse délier, et en réduisant le service militaire. »

« C'est un programme, et c'est très facile. Le seul inconvénient est que ce n'est pas sérieux et que tout le monde le sait. Il n'est pas facile de défendre les intérêts de la France. Seul le gouvernement de la France est en mesure d'en assurer la charge. Mais ce gouvernement doit en être un, c'est-à-dire être stable et fort. Moyennant quoi le Marché commun reprendra, et nous aurons une politique agricole. »

M. MARCELLIN : le général de Gaulle a réalisé trois points essentiels du programme des indépendants.

M. Marcellin, ministre de la santé publique, maire de Vannes, prenant la parole devant des conseillers généraux et maires (conseillers indépendants) du Morbihan, a notamment déclaré :

« Le général de Gaulle a réalisé les trois points essentiels qui ont toujours figuré dans le programme des indépendants : la stabilité gouvernementale, l'équilibre des finances publiques, la création d'une armée capable de garantir la paix à la France. »

M. de GRALLY, député U.N.R., a fait la déclaration suivante :

« Il est logique que la compétition oppose de Gaulle à tous les autres. Il s'agit en effet du combat sur les deux thèmes essentiels du gaullisme : les institutions de l'Etat, l'indépendance nationale. »

L'échec de la candidature Defferre a montré que l'opposition n'était pas mûre pour offrir, dans le cadre des institutions, une alternative valable au gaullisme ; les appels de M. Lecanuet à la dislocation de la majorité parlementaire, dans l'exacte tradition des jeux de la IV^e République, préfigurent ce que serait la victoire de ce candidat. »

M. JEAN FOYER, garde des sceaux, a estimé, au Mans, que les candidats de l'opposition « dépassent les limites de la démagogie » et a déclaré qu'il était « indécis » de leur part de « dissenter sur l'âge du président de la République. »

M. ALAIN PEYREFITTE, ministre de l'Information, souligne dans une lettre adressée aux élus conseillers généraux et maires de Seine-et-Marne, que « si de Gaulle était battu ce serait l'instabilité, non pas parce qu'il est irremplaçable mais parce que la France n'a pas encore de solides traditions de stabilité comme l'Angleterre ou les Etats-Unis ». Le ministre accuse le candidat de l'opposition de faire assaut de démagogie et ajoute : « Il n'y a qu'un... C'est le Père Noël qui passe trois semaines avant l'heure. »

M. PIERRE MESSMER, ministre des armées, écrit dans le Courrier du Parlement : « A un moment où certains politiques s'emploient à répandre l'idée aberrante que le nationalisme est le secret ressort de la politique du gouvernement, il est bon de souligner que le programme spatial français est largement ouvert à la coopération internationale. »

MM. LOUIS JOXE, ministre d'Etat, et HABIB-DELONCLE, secrétaire d'Etat, ont exalté, à Nice, l'œuvre de redressement accomplie par la V^e République. « Faire de la politique, a dit M. Joxe, c'est prévoir. Faire une campagne électorale c'est promettre. »

M. ROGER FREY, ministre de l'intérieur, s'adressant à des industriels et commerçants parisiens, a accusé M. Lecanuet d'être « un démagogue irresponsable dont les méthodes rappellent, en pire, celles de M. Goldwater ».

M. MAURICE HERZOG, secrétaire d'Etat, a exalté, à Périgueux, l'action du général de Gaulle qui « était le seul à pouvoir sauver la France de l'abîme » et lui donne « les moyens de garantir la paix par son œuvre de décolonisation, par sa politique de neutralité, par la recherche de l'indépendance de notre pays ».

LE NOUVEAU PARI

(Suite de la première page.)

La Grande-Bretagne est tantôt humiliée et tantôt flattée. L'entente franco-allemande soudain portée aux nues s'inscrit dans un pacte solennel bientôt vidé de toute substance et se réduit déjà à une simple « virtualité » qui n'est même plus si « cordiale ». Longtemps abhorrée, l'Union soviétique redevient une Russie amicale, cependant que les Etats-Unis d'Amérique sont presque en droit de se demander si, malgré tant de déclarations en faveur de l'alliance, ils ne sont pas en train de passer pour le véritable ennemi. Nos partenaires s'étonnent, s'interrogent et finalement s'impatientent

ou s'irritent. La confiance fait place au soupçon, voire à la colère plus ou moins contenue, et d'autres nationalismes qui existeraient bien assez sans la France trouvent dans son attitude une manière de justification, quand ce n'est pas un nouvel élan.

Cependant, hormis la volonté de suprématie, les idées qui inspirent cette politique sont souvent justes. Il est vrai que la France, que les Européens, doivent tenir leur place dans le monde, ce qui suppose que soient limités les empiètements délibérés ou non des plus grandes puissances. Vrai également que de nombreux peuples cherchent un réconfort et, si possible, un appui pour alléger eux aussi le poids de trop lourdes protections. Vrai toujours que l'Allemagne ne doit pas être abandonnée à elle-même, que ce « géant économique » déjà pourvu d'un puissant armement classique peut redevenir au centre de l'Europe un facteur de déséquilibre et un danger pour la paix. Mais comment la préserver de ses propres démons, assurer aux Allemands, à ceux de l'Est comme à ceux de l'Ouest, la place et les libertés auxquelles ils peuvent légitimement prétendre ? Le slogan « de l'Atlantique à l'Oural » n'y suffit certainement pas. Pour évoluer au milieu de tant d'écueils ne vaudrait-il pas mieux à tout prendre la modeste application dont Robert Schuman a su donner l'exemple plutôt que les audaces d'un prestigieux capitaine menant à sa fantaisie « le jeu divin du héros » ?

sideur sortant saurait-il tirer la leçon de ce relatif échec, cesser de considérer l'Etat comme sa propriété personnelle, adopter des méthodes qui ne se retournent pas contre lui et contre le pays qu'il veut passionnément servir ?

L'âge ne peut guère l'y aider. Il y a quelque indécence à guetter, comme d'aucuns le font, la moindre défaillance physique d'un homme de soixante-quinze ans qui a porté jusqu'ici avec une exceptionnelle vigueur un fardeau écrasant. La plus grave menace qui pèse sur la vieillesse des puissants est ailleurs, dans le repli sur soi et la prédominance de l'idée fixe, dans le « désintéret sémelle de tout » (3) que de Gaulle observait sans aménité chez son chef et protecteur longtemps bien-aimé : le maréchal Pétain.

Dans les souvenirs un peu naïfs qu'Eisenhower a confiés à David Schoenbrun (4) l'ancien généralissime affirme son admiration et sa constante amitié pour son insatiable subordonné. Et de conclure : « Avec lui, c'est tout ou rien. Il voulait la lune... »

Parce que les trop longs règnes finissent généralement mal, parce qu'il est vain et dangereux de trop vouloir la lune, les Français, sans rien oublier des services rendus, ont le droit de répondre « non ».

gérie, les partis n'aient su ni se reformer ni se regrouper et qu'il ait fallu recourir à la veille de l'élection présidentielle à d'étranges improvisations. Un nouvel espoir pourtant est né. Il est moins dans la jeunesse des deux principaux concurrents — la jeunesse ne suffit pas à tout — et dans la somme de leurs dons et de leurs insuffisances que dans le clivage qui autour d'eux commence à se dessiner. Est-il si chimérique d'espérer que, un certain dégel du bloc oriental aidant et les communistes français n'étant plus, comme naguère dans la stricte obédience du Kremlin, une grande formation de gauche vienne à se constituer avec des cadres neufs et une idéologie renouvelée ; qu'en face d'elle une droite « intelligente » rassemble et défende sans rougir de son nom des principes et des intérêts qui, bien compris, doivent apporter eux aussi leur contribution au bien commun ? Ainsi s'établirait la combinaison dialectique des deux courants dont parle le chef de l'Etat : « celui du mouvement qui pousse aux changements » et « celui de l'ordre qui tient à la règle et à la tradition ». Ne serait-ce pas la véritable relève, le véritable achèvement de la « République nouvelle » ?

Peut-être est-ce encore demander la lune. Peut-être n'est-ce qu'un rêve de plus. Pourqu'il, mettant à profit la prolongation de sursis qui peut leur être imposée, Jean Lecanuet, François Mitterrand et tous les Français de bonne volonté ne tenteraient-ils pas ensemble, malgré tout ce qui les oppose, d'en faire une réalité ?

M. SANGUINETTI : l'Europe supranationale est un pari redoutable.

Devant un auditoire d'âge mûr et de conviction établie, trois élus U.N.R. ont défendu jeudi soir, rue de Rennes, la candidature du général de Gaulle en s'en sentant pris surtout à celle de ses adversaires.

Conseiller municipal, M. François Collet a réservé ses plus violentes attaques à M. Jean Lecanuet, parlant de ses « deux milliards » et affirmant qu'une bonne part du service d'ordre de M. Tixier-Vignancour était passée à son service. Quant à M. Mitterrand, il a bafoué la justice, et l'orateur rappelle, aux applaudissements de la salle, que « Bas a été courageux de caloter Mitterrand à l'Assemblée, car il a 15 centimètres de moins que lui ». (1)

Après avoir déclaré : « Je ne donne pas cher des institutions patiemment mises sur pied si par malheur la République tombe dans les mains de l'opposition », M. Pierre Bas, député de Paris, explique que jusqu'en 1958 nous étions le « dernier des derniers », l'homme malade ». Depuis, nous sommes sortis du boudoir et la France tient sa place dans le monde.

Enfin, M. Alexandre Sanguinetti, député, fait avec son assise habituelle un exposé sur l'Europe. Pour lui, ce que l'on propose aujourd'hui, c'est un tronçon d'Europe. Puis, analysant l'origine de la querelle, il déclare que « là où est la terre de Gaulle est le sang français, là où est la terre d'Allemagne est le sang allemand ».

« La construction de l'Europe par la voie de la supranationalité est un pari redoutable qui peut impliquer la fin de l'histoire de France ». Il faut d'abord que naisse un véritable patriotisme européen ; alors, et alors seulement, pourra être envisagée la nation européenne — C. F.

Reçu au premier tour à une majorité beaucoup moins « franche et massive » que celle qu'il souhaite ou seulement au second tour, le pré-

(1) L'incident qui a opposé M. Mitterrand à M. Bas remonte au mois de mai 1964. Il a eu lieu dans les couloirs du Palais-Bourbon. « J'ai été soudain agressé par un député du nom de Bas qui, survenant derrière moi, m'a violemment et par trahison frappé à la tête », avait, à l'époque, déclaré le député de la Nièvre. M. Bas avait, de son côté, expliqué que « J'ai simplement une querelle contre quelqu'un qui s'est permis de dire sur moi des choses imprécises et inexactes. »

SIRUS.

(3) J.-R. Tournoux : Pétain et de Gaulle, p. 134 (Flon).

(4) Les trois vies de Charles de Gaulle, p. 465 (Julliard).